



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des INSTALLATIONS CLASSEES
DPI – BPUPE – SIC – LL – n° 2015 - 275

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de WIMILLE

Société CONTINENTALE NUTRITION

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

La Préfète du Pas de Calais,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié le 19 juillet 2011 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2002 modifié ayant autorisé la société CONTINENTALE NUTRITION, dont le siège social est situé 19, rue Saint Vincent de Paul – 62203 BOULOGNE SUR MER cedex, à exploiter un entrepôt de stockage d'aliments pour animaux domestiques sis Zone Industrielle de la Trésorerie, sur la commune de WIMILLE (62126) ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 14 juin 2004 délivré à la société CONTINENTALE NUTRITION ;

VU l'arrêté préfectoral 2015-10-135 du 24 juillet 2015 portant délégation de signature ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 21 septembre 2015 ;

VU la lettre de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 21 septembre 2015 informant la société CONTINENTALE NUTRITION de la proposition de mise en demeure ;

CONSIDERANT que lors de la visite du 6 août 2015, l'Inspecteur de l'Environnement a constaté 2 non conformités sur le site précité, relatives à :

- la justification du volume d'eau disponible dans la réserve incendie,
- la mise à jour du plan de secours.

CONSIDERANT que l'inspection a également mise en évidence une insuffisance dans le traitement du risque foudre ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié pour la prévention des risques accidentels au sein des Installations Classées ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de mettre en demeure la société CONTINENTALE NUTRITION à WIMILLE de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}: OBJET

La Société CONTINENTALE NUTRITION, dont le siège social est situé 19, rue Saint Vincent de Paul – 62203 BOULOGNE SUR MER cedex, est mise en demeure pour ses activités sises Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 WIMILLE, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, susvisé, **dans le délai de 3 mois.**

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 dudit Code; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement :

- le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Lille,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

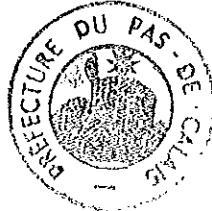
ARTICLE 4 : AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de WIMILLE et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de WIMILLE. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de BOULOGNE SUR MER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société CONTINENTALE NUTRITION dont une copie sera transmise au Maire de WIMILLE.



ARRAS, le 19 OCT. 2015
Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général,

Marc DEL GRANDE

Copies destinées à :

- Société CONTINENTALE NUTRITION - 19, rue Saint Vincent de Paul – 62203 BOULOGNE SUR MER cedex
- Sous Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairie de WIMILLE
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques)
- Dossier – Chrono